

65897

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



PROVISOIRE  
E/CN.14/SR.145(IX)  
8 février 1969  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Neuvième session  
Addis-Abéba, 3-14 février 1969

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT QUARANTE-CINQUIEME SEANCE  
tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba  
le 7 février 1969, à 22h.45

<u>Président :</u>	M. LISSOUBA (Congo, Brazzaville)
<u>Secrétaire exécutif :</u>	M. R.K.A. Gardiner
<u>Secrétaire :</u>	M. H.L. Senghor

SOMMAIRE :

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la session  
Examen du rapport du Secrétaire exécutif intitulé "A la conquête  
de l'autonomie "Dix ans de CEA" (Suite)

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au  
présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur deux  
exemplaires du compte rendu, qu'ils devront faire parvenir le plus tôt  
possible au bureau du Secrétaire de la Commission. Au besoin, les  
comptes rendus rectifiés pourront être envoyés par la poste, après la  
session, au bureau du Secrétaire de la Commission économique pour l'Afrique,  
P.O.Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie.

M69-366

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION  
(Point 4 de l'ordre du jour provisoire révisé E/CN.14/420/Rev.1)

M. PRATT (Sierra Leone), appuyé par M. KHUMALO (Soudan) et M. MASIRE (Botswana) propose qu'un point intitulé "Rapports du Comité du recrutement et de la formation" soit inclus dans l'ordre du jour provisoire révisé (E/CN.14/420/Rev.1).

Il en est ainsi décidé.

L'ordre du jour provisoire révisé, tel que modifié, est adopté.

M. MASIRE (Botswana) propose que la Commission se scinde en deux comités.

Le PRESIDENT, se référant au point 19 du Règlement intérieur, demande que des recommandations soient formulées concernant la répartition des points de l'ordre du jour entre la séance plénière et les deux comités.

M. PRATT (Sierra Leone) propose que la séance plénière examine les points 5(b), 6, 7 (i), 8 (dès réception des recommandations des comités), 9, 10 (dès réception des recommandations du Comité I), 12 (dès réception des recommandations du Comité II), 13, 14 et le nouveau point, que le Comité I examine les points 7 (a), (b), (c), (d), (e), (f), 8 et 10 et que le Comité II examine les points 7 (g), (h), 8, 11 et 12. Chaque comité sera présidé par l'un des Vice-présidents de la Commission.

M. MASIRE (Botswana) pense que le Vice-Président désire être présent lorsque la réunion plénière examine les problèmes de politique générale et il se demande s'il est nécessaire que les comités soient toujours présidés par les Vice-présidents de la Commission.

M. ECHARIA (Kénya) estime que ce problème pourrait être résolu si chaque comité désignait un Vice-président appelé à siéger en l'absence du Président.

Il en est ainsi décidé.

M. MASIRE (Botswana) estime que, pour gagner du temps, les membres associés et les observateurs pourraient être priés de distribuer le texte de leur discours plutôt que de le lire en séance plénière.

Le PRÉSIDENT déclare qu'une décision à ce propos sera prise ultérieurement.

EXAMEN DU RAPPORT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF INTITULÉ "A LA CONQUÊTE DE L'AUTONOMIE - DIX ANS DE CEA" (E/CN.14/424) (suite)

M. PRATT (Sierra Leone) félicite le Secrétaire exécutif et son personnel pour les travaux de recherches approfondis qu'ils ont effectués au cours de la décennie précédente et pour le précieux rapport dont la Commission a été saisie (E/CN.14/424).

Il assure le Secrétaire exécutif, qui a fait état la veille d'un projet destiné à l'accroissement de la production du riz en Afrique de l'ouest, que son Gouvernement sera heureux d'accueillir l'équipe d'experts qui doit se rendre sous peu dans la région en vue de ce projet.

Parlant des futures activités de la CEA, il déclare que le rapport du Secrétaire exécutif met un terme à la conception erronée dont l'Afrique a longtemps souffert, à savoir qu'elle n'est pas à même de se développer uniquement par ses propres efforts et qu'elle dépend de la bonne volonté ou des caprices des autres. En même temps, le rapport rappelle l'adage : "Aide-toi, le ciel t'aidera". Pour progresser véritablement, les Africains doivent donc s'en remettre davantage à leurs propres efforts, tout en reconnaissant l'interdépendance de tous les pays dans un monde qui se rétrécit chaque jour.

Le problème essentiel qui se pose actuellement dans le monde est celui de la pauvreté. La Déclaration faite à Philadelphie par l'OIT souligne que la pauvreté de n'importe quelle partie du monde constitue une menace pour toutes les autres parties, mais bon nombre de ceux qui ont signé cette Déclaration ne semblent pas avoir tenu compte de cette réalité. Il n'a pas l'intention de critiquer les raisons d'agir des pays développés, mais il faut reconnaître, lors de tout examen portant sur l'autonomie, que ces pays ne sont pas prêts à consacrer au développement 1 pour 100 des milliards de dollars qu'ils dépensent annuellement à la recherche spatiale et à la fabrication d'armes de dévastation.

Au cours des nombreux exposés concernant l'aide extérieure, il s'est demandé pourquoi l'Afrique avait besoin de cette aide : sa pauvreté est-elle si grande, le volume de ses ressources est-il si faible et sa population est-elle si stupide au point de ne pouvoir assurer elle-même son propre développement ? Il ne peut accepter une réponse affirmative à cette question. Les pays en voie de développement déclarent souvent qu'ils ont besoin d'échanges et non d'aide; mais ils ont toujours eu des rapports commerciaux avec les pays développés et ils n'ont pas encore amélioré leur position. L'autonomie ne sera donc pas réalisée par l'accroissement des échanges. Il fait remarquer en outre que, d'après le paragraphe 29 du rapport du Secrétaire exécutif, le commerce d'exportation des pays africains a augmenté à un taux annuel moyen de 8 pour 100 entre 1960 et 1966, alors que les importations à destination de l'Afrique ont augmenté, si l'on exclut l'Algérie, d'environ 6 pour 100 seulement, selon le paragraphe 31 du rapport. On n'a cependant pas enregistré d'accroissement correspondant des réserves africaines en devises. A cet égard, il attire l'attention de la Commission sur le paragraphe 33 du rapport du Secrétaire exécutif et il cite des chiffres révélateurs tirés d'un extrait d'une publication du FMI figurant dans le document E/CN.14/LU/LCOP/3 (Tableau 6).

Cet état de choses ne peut pas être attribué uniquement aux problèmes souvent mentionnés et liés aux barrières tarifaires et à l'accès aux marchés; l'une des causes principales est que l'effet défavorable du compte invisible des transports maritimes, des transactions bancaires et des assurances, secteurs dans lesquels la CEA devrait s'attacher à encourager l'autonomie au cours de la décennie à venir.

Se référant à la liste des revenus par habitant des pays en voie de développement figurant dans le discours d'ouverture du Président sortant, il fait observer que certains des pays se trouvant au bas de l'échelle possèdent de riches gisements miniers qui sont exploités par des entreprises dont le siège se trouve dans les pays développés. Il se demande si les revenus réels par habitant dans ces pays sont bien ceux qui ont été indiqués, ou si l'on n'a pas tenu compte de certains autres chiffres invisibles. Que ces chiffres soient exacts ou non, le fait est que ces pays, bien qu'ils soient riches en ressources minérales, vivent dans la pauvreté. Il ne voit pas la raison pour laquelle les ressources minières de l'Afrique doivent être exploitées par des sociétés étrangères, non africaines. Les aptitudes des africains sont-elles insuffisantes et leur intelligence est-elle trop médiocre pour organiser ce genre d'entreprise? Il en doute.

Il y a un peu plus de 2.000 ans Plin le Jeune disait que "l'Afrique est une source constante de nouveautés". L'autonomie constitue une nouveauté : pour y arriver, les Africains doivent mettre au point de nouvelles méthodes permettant de résoudre leurs problèmes économiques et sociaux. La CEA, qui ne doit se sentir liée à aucune autre organisation, ne doit plus être un centre de débats théoriques, elle doit devenir un organisme aux activités plus concrètes. Le temps est venu de passer du stade des recherches et des études à celui de la mise en oeuvre effective. La CEA doit en outre s'efforcer au cours de la prochaine décennie d'amener ses membres à travailler en équipe, car, vis-à-vis des pays industrialisés, l'Afrique est désorganisée. D'une manière générale, des mesures plus constructives s'imposent tout particulièrement à l'échelon des sous-régions.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général a déclaré que l'Organisation des Nations Unies aimerait que la CEA soit la fenêtre à travers laquelle les Nations Unies voient l'Afrique - mais il faut se trouver près de la fenêtre pour voir à travers. Il estime dès lors que l'Organisation des Nations Unies doit canaliser tous ses efforts du PNUD et des institutions spécialisées - par l'intermédiaire de la CEA, dont le mandat doit être revu compte tenu des réalités de l'Afrique d'aujourd'hui.

Pour terminer, il fait appel aux pays industrialisés pour qu'ils ne se lancent pas dans une balkanisation économique de l'Afrique et il demande instamment aux pays en voie de développement de raisonner du point de vue du nationalisme, comme le préconisait le représentant du Kenya. Au cours de la décennie à venir, les Africains doivent avant tout concentrer leur attention sur leur propre organisation, la Commission économique pour l'Afrique.

M. CHABOE (Ghana), rappelant que la CEA a été créée par le Conseil économique et social des Nations Unies grâce à la détermination des rares pays africains qui avaient alors accédé à l'indépendance et en dépit de l'opposition manifestée par les puissances coloniales ou du scepticisme rencontré dans d'autres sphères, estime qu'elle a justifié son existence. Son pays est fier d'avoir été au nombre de ses fondateurs. Il est significatif que ceux des membres de l'Organisation des Nations Unies qui avaient fait des réserves au sujet de sa création soient aujourd'hui représentés à la session.

De neuf, la Commission a vu passer le nombre de ses membres à plus de quarante, et elle compte bien accueillir un jour en son sein les derniers territoires coloniaux et l'Afrique du Sud libérée.

Il y a dix ans, le chef de la délégation ghanéenne avait déclaré que les Nations Unies avaient deux grandes tâches à accomplir en Afrique: l'aider à parvenir à l'indépendance économique, et l'aider à supprimer les barrières qui séparent les divers pays.

Il ressort du rapport du secrétariat (E/CN.14/424) que la première de ces tâches est loin d'être achevée. Indépendance économique ne signifie pas isolationisme économique, car il est évident que la prospérité économique de l'Afrique est liée à celle de l'ensemble du monde. En 1958, alors que les politiques économiques de l'Afrique étaient dans une large mesure décidées hors de la région, les membres originels de la CEA escomptaient que les pays africains indépendants adopteraient cet organisme comme leur et en feraient un instrument efficace du progrès économique de la région. Bien qu'il se soit développé au cours des dix dernières années, l'intérêt des Etats membres semble fléchir si l'on en juge par l'importance de la représentation aux différentes sessions.

Les experts économiques et administratifs prônent continuellement les avantages de la décentralisation comme moyen de parvenir au maximum de rapidité et d'efficacité dans l'exécution des programmes. Ce principe a été adopté par les Nations Unies il y a plus de dix ans, mais n'a jamais été sérieusement appliqué bien que l'ampleur des programmes de développement commercial et industriel des organisations ait énormément augmenté dans ce laps de temps. La délégation ghanéenne s'associe à la demande, formulée par le Président sortant, que cette décision soit mise en application, et propose que le degré de décentralisation pouvant être atteint le soit d'ici le début de la deuxième Décennie de développement. Il faut entendre par décentralisation que les pays africains auront une voix décisive dans la mise en oeuvre des programmes des Nations Unies et que les organismes oeuvrant pour l'Afrique seront considérés comme les siens propres, travaillant avec les pays africains suivant les directives de ceux-ci.

En ce qui concerne la seconde tâche, il est encourageant de constater la vague d'enthousiasme soulevée au cours des deux dernières années par la création de groupements économiques sous-régionaux. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure cet intérêt de fraîche date se traduira par des réalisations concrètes, mais il est à espérer que la CEA, qui a contribué à la création de certains d'entre eux, continuera à leur fournir les directives nécessaires, tandis que les pays membres eux-mêmes reconnaîtront le besoin urgent d'une coopération économique.

Le rapport économique indique pour le produit intérieur brut par habitant de la région une augmentation dépassant de peu 1 pour 100 par an, ce qui signifie qu'il faudrait environ soixante-dix ans pour voir doubler le faible niveau de vie actuel des Africains. Presque tous les pays développés progressent à un taux qui leur permettrait de doubler



leur niveau de vie déjà élevé en une vingtaine d'années si bien qu'à moins de mesures radicales, l'écart entre les deux groupes ne cessera de grandir. Si la CEA recevait le soutien et l'orientation voulus, elle pourrait être un instrument essentiel dans le redressement de cet état de choses.

L'activité de la CEA au cours des dix dernières années a été consacrée à des recherches et à des études tendant à identifier et à définir les problèmes économiques de l'Afrique. Bien que des définitions plus claires restent nécessaires, la somme de données rassemblées est suffisante pour qu'on puisse aborder la phase plus importante consistant à apporter des solutions à ces problèmes. Il en découle la nécessité de modifier l'importance relative accordée aux différents travaux de la Commission pour permettre à celle-ci d'élaborer, pour l'exploitation des ressources naturelles et humaines du continent, un plan d'action de nature à recueillir de la part de tous les Etats membres l'appui le plus entier. Il est en conséquence nécessaire d'examiner la structure et l'organisation de la Commission pour déterminer si elle est capable d'assumer efficacement ces nouvelles responsabilités. La CEA est la Commission particulière de l'Afrique et elle est ce que ses membres la font: il serait vraiment regrettable qu'ils s'en désintéressent et lui retirent leur appui agissant.

Le secrétariat a souligné en plusieurs occasions, à l'intention des groupements sous-régionaux, que le rôle de la CEA consiste à encourager l'évolution vers la coopération économique, puis à laisser les gouvernements participants gérer leurs propres programmes. Il est bien exact que la responsabilité en matière de coopération économique appartient aux gouvernements intéressés, mais il est évident que le succès de cette coopération dépend de mesures concrètes et qu'aucun

groupement sous-régional ne peut encore compter sur ses seules ressources propres pour élaborer dans le détail voulu les projets et programmes nécessaires. Un recours à une assistance internationale pour l'élaboration des détails compliqués doit donc être possible. La délégation ghanéenne suggère que le secrétariat de la CEA soit renforcé pour qu'il puisse fournir cette assistance; elle espère qu'à la présente session, la Commission adoptera une résolution à cet effet et demandera que les modifications nécessaires soient apportées aux règles de fonctionnement actuelles des organisations apparentées aux Nations Unies, afin que le secrétariat soit investi de responsabilités d'exécution précises dans le cadre du système du PNUD et du BCT.

Sa délégation espère que les pays de l'Afrique de l'ouest accorderont leur appui au Programme du riz en Afrique de l'ouest et que des entreprises analogues seront lancées en grand nombre par la CEA.

Il y aurait lieu de prendre immédiatement des mesures pour que la Commission dispose d'un soutien politique émanant des échelons les plus élevés afin que sa silhouette soit éclairée davantage, de manière qu'elle soit mieux équipée pour jouer un rôle de premier plan dans la résolution des multiples autres problèmes économiques auxquels la région doit faire face. Sa délégation est prête à examiner à la présente session toutes propositions ayant pour objet de renforcer la Commission de telle sorte qu'elle devienne un instrument particulièrement efficace pendant la prochaine décennie. Il ne suffit pas d'adopter des résolutions qui ne sont pas suivies d'effet.

Sa délégation se félicite de constater que la CEA accorde l'importance qui leur revient aux échanges, entre les pays africains aussi bien qu'entre ces pays et le reste du monde, car la prospérité de l'Afrique et du monde dépend de l'expansion du commerce mondial.

Les tarifs que les pays évolués imposent à l'encontre des biens semi-transformés et autres originaires des pays en voie de développement freinent la croissance des économies de ces derniers et neutralisent une proportion importante des capitaux étrangers qu'ils reçoivent. On a estimé que si les termes de l'échange des pays en voie de développement s'étaient améliorés à raison de 1 pour 100 seulement au cours des dix dernières années, il en serait résulté l'apport et la conservation d'un tel volume de capitaux que leur effet sur l'économie des pays en voie de développement aurait été plus net que celui du volume total de l'aide accordée pendant la période considérée. Il conviendrait que la CEA continue de s'occuper de très près des plans de stabilisation des prix des produits de base et leur accorde un rang spécialement privilégié dans l'ordre d'urgence.

Les pays africains continueront à avoir besoin des capitaux et de l'assistance technique que leur fournissent les pays évolués pour leur permettre de mettre en valeur leurs possibilités économiques. Il lance un appel aux pays et aux institutions dispensateurs d'aide pour qu'ils reconsidèrent leurs politiques actuelles et fassent en sorte que l'Afrique bénéficie d'un apport continu d'assistance financière à des conditions plus libérales. Dans le cas contraire, les pays en voie de développement finiront par devenir des exportateurs nets de capitaux au profit des pays évolués, en raison de l'énorme fardeau que constitue pour eux le service de la dette. Certaines institutions ont déjà pris l'initiative d'examiner le rôle et les effets de l'aide en Afrique afin d'obtenir qu'elle soit mieux utilisée; à la huitième session d'ailleurs, la Commission avait invité le secrétariat à entreprendre aussi de son côté des études ayant pour objet d'aborder le problème sous l'angle de la région. Sa délégation espère que tous les Etats membres participeront à l'échelon voulu à la réunion ministérielle qui doit être convoquée en 1969 en application de la résolution 169(VIII), de manière que la région africaine puisse formuler efficacement ses desiderata aux pays et institutions dispensateurs d'aide.

Sa délégation accueille avec satisfaction les déclarations des représentants de la CEA et de l'OUA au sujet de la saine coopération qui s'affirme entre les deux organisations; il y a lieu d'encourager cette coopération et de la renforcer. Sa délégation accordera son appui à toute mesure tendant à rationaliser les activités des deux organisations afin d'éviter que les efforts ne se chevauchent.

Sa délégation recommande à la Commission de participer activement à la détermination des objectifs de la prochaine Décennie du développement et à la mise en oeuvre des programmes établis pour que ces objectifs puissent être atteints. Un objectif minimal serait de doubler le taux de croissance enregistré dans la région pendant la première Décennie du développement.

Depuis de nombreuses années on répète que l'Afrique se trouve à la croisée des chemins. Le moment est venu de savoir quelle route choisir pour progresser.

La séance est levée à 12 h 15.